

M. S. R. **RÉVOLUTION NATIONALE**

AIMÉ & SERS

Directeur: Jean FONTENOY Administration-Rédaction: 67, avenue Victor-Hugo, PARIS (8^e) — Tél.: PASy 24.25 Rédacteur en chef: Pierre CHRISTOPHE Administrateur: Paul PASQUET

A MONTOIRE, IL Y A UN AN

LA L.V.F.
se bat pour vous
Travaillez pour elle

NAISSAIT L'AUBE de la Collaboration

REGARD
sur un
proche passé

Mes camarades,
N'étant plus près de vous, j'ai voulu qu'au moins cette lettre vous parvienne en des heures décisives.
Mon devoir m'appelle ailleurs mais il ne m'interdit pas de vous parler. Il ne m'interdit pas, surtout au moment où vous devez prendre une décision si grave, de vous dire comment je penserais et ce que je ferais si j'étais à votre place...
Votre dernier numéro était le premier de *Révolution Nationale*. Il a exprimé en des termes divers, sous la plume de Deloncle, sous la mienne, et par la voix de notre bon camarade qui signe « La Chemise Bleue », nos sentiments envers ce qui reste du R. N. P.
Entre temps, les sections étaient invitées à choisir et nous supposons bien que notre *Révolution Nationale* a été fournie comme un des éléments du choix à faire entre MM. les députés Déat, Goix et nous. Certains indignés que nous apportions cette modeste littérature, que nous la soumettions aux méditations de nos camarades. Elle ne va pourtant pas chercher midi à quatorze heures, et ce que vous pouvez répondre à ceux qui protestent contre nos écrits, c'est que leur cause doit être rudement mauvaise. Une bonne cause, en effet, ne craint aucun argument. Et nous ne sommes pas de ces gens dont on redoute les raisons. On nous accuse de violence, de rudesse, mais rarement de subtilité. Dites donc à ceux qui volent nos écrits d'un mauvais œil: « Publiez-en de meilleurs... »
Ainsi on pourra juger sur pièces.
Mais je m'attarde aux préliminaires de la porte. Je voudrais surtout vous répéter aujourd'hui ce qu'il faut savoir et redire:

Le 10 octobre 1940, quatre mois après notre défaite, le maréchal Pétain s'adressait aux Français:
« Sans doute, l'Allemagne peut-elle, au lendemain de sa victoire sur nos armes, choisir entre une paix traditionnelle d'oppression et une paix toute nouvelle de collaboration...
A la misère, aux troubles, aux répressions et sans doute aux conflits que susciterait une nouvelle paix faite « à la manière du passé », l'Allemagne peut préférer une paix vivante pour le vainqueur, une paix génératrice de paix pour tous. Le choix appartient d'abord au vainqueur. Il dépend aussi du vaincu. Si toutes les voies nous sont fermées, nous saurons attendre et souffrir; si un espoir, au contraire, se lève sur le monde, nous saurons dominer notre humiliation, nos deuils, nos ruines...
En présence d'un vainqueur qui aura su dominer sa victoire, nous saurons dominer notre défaite...
Quel est le Français qui ne tressaillit devant de telles paroles!
Il est bon, aujourd'hui, de regarder en arrière et de mesurer le chemin parcouru.
Rappelez-vous. Nos armées écrasées, les familles dispersées, la France exsangue.
Rappelez-vous les heures d'angoisse que nous venions de vivre. Ces jours où nous interrogeons l'avenir, cet avenir lourd d'incertitudes et de menaces.
Nos ex-alliés se dévoilaient tels qu'ils étaient, et Mers-el-Kébir venait ajouter à nos deuils, c'est une infime minorité qui suivait, pas à pas, l'œuvre

de réconciliation entreprise par le président Pierre Laval.
Et, soudain, la voix du Maréchal s'éleva. Celui qui n'avait pas hésité à donner sa vie au pays, dans les pires moments, s'adressait au Führer, maître de notre destin, et lui demandait de se pencher sur le douloureux problème franco-allemand.
Le pathétique appel que contenaient ces paroles nobles et dignes ne devait pas rester sans réponse. En prenant l'initiative d'une rencontre, le Führer démontre, à la face du monde étonné, que le vainqueur pouvait dominer sa victoire et qu'il ne dépendait que de nous que nous dominions notre défaite.
Le 24 octobre, le train spécial du Führer s'arrêtait devant la modeste gare d'un chef-lieu de canton du Loiret-Cher: Montoire-sur-Loir!
Aligné sur trois rangs, un bataillon d'infanterie allemand rendait les honneurs.
Soudain, il se fit un grand silence. Des commandements brefs jaillirent. D'une voiture au fanion tricolore venait de descendre, en grand uniforme bleu horizon, le képi ceint de la triple rangée de feuilles de chêne, le maréchal Pétain, chef de l'Etat français.
Conduit par MM. von Ribbentrop et Otto Abetz, le grand soldat se dirigea vers le Führer. Celui-ci fit quelques pas au devant de son adversaire et lui serra longuement la main.
Je sais, monsieur le Maréchal, que vous n'avez pas voulu cette guerre, et

je regrette de faire votre connaissance dans ces circonstances...
Les deux hommes montèrent dans le wagon.
Deux longues heures s'écoulèrent. La collaboration était née.
Quelques jours plus tard, le maréchal Pétain devait, dans un message célèbre, rendre compte au peuple de cette conversation historique.
Rappelez-vous ces quelques phrases:
« C'est librement que je me suis rendu à l'invitation du Führer...
Je n'ai subi de sa part aucun dictat, aucune pression...
A tous ceux qui doutent, comme à ceux qui s'abstiennent, je rappellerai qu'en se raidissant à l'excès les plus belles attitudes de réserve et de fierté risquent de perdre de leur force...
C'est dans l'honneur, et pour maintenir l'unité française — une unité de dix siècles — dans le cadre d'une activité constructive, que j'entre aujourd'hui dans le voie de la collaboration...
Et moi seul que l'histoire jugera. Suivez-moi, gardez votre confiance en la France éternelle!
Il est bon, aujourd'hui, de relire ces phrases, prononcées dans des heures d'espérance.
Il est bon surtout de les faire relire aux misérables qui, reniant jusqu'au chef que s'est donné la France, cherchent encore, sous de faux prétextes, à saboter cette politique, qui est celle de la France européenne.
C'est de cette entrevue de Montoire

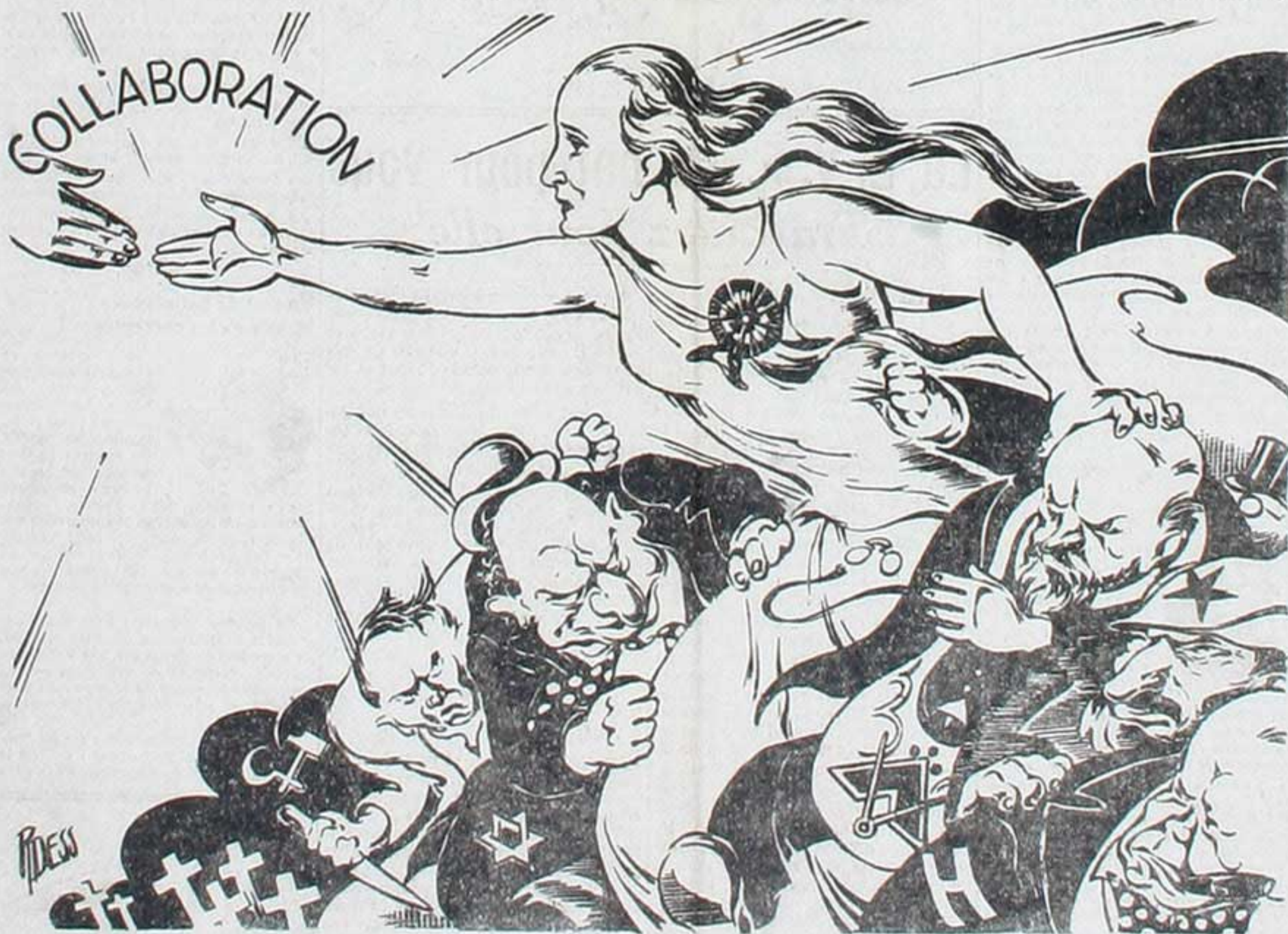
qu'est sortie la libération de milliers de nos prisonniers. C'est de cette politique constructive qu'est née l'esquisse de l'Europe de demain.
Sans la France, le continent ne pouvait pas vivre. Grâce soient rendues au Führer de l'avoir compris et accepté.
Il ne s'agit pas ici de tresser des couronnes à notre vainqueur. Je n'ai, pour mon compte, jamais accepté de me plier devant une « idée » qui fût contraire à ma dignité de Français.
Je n'en suis que plus fort pour apporter à la collaboration franco-allemande mon modeste appui et ma gratitude.
Il n'y a pas deux manières de collaborer. Il n'y en a qu'une. Celle d'obéir aux ordres du Maréchal.
Au Mouvement Social Révolutionnaire, où tous nous avons plus ou moins souffert d'avoir eu raison contre Mandel, Reynaud et Cie, nous avons toujours été à la pointe de ce nouveau combat.
Car combat il y a. Combat quotidien contre ceux qui cherchent à Londres les arguments pour détruire les plans de l'Europe unie.
Combat quotidien contre ceux qui veulent annexer à leur politique opportuniste — pour des fins faciles à deviner — une réalisation grandiose qui ne leur appartient pas.
Montoire, en vérité, appartient à deux chefs: Hitler et Pétain.
Il reste à la France de le comprendre et d'en tirer, pendant qu'il en est temps, les conclusions historiques qui en découlent.

Il y a un an, le Mouvement Social Révolutionnaire venait à peine de naître.
Regroupant un peu partout les affiliés de l'O.S.A.R.N. qui avaient échappé à la mort, à l'exode, ou aux Stalags, de fidèles compagnons de lutte s'étaient mis courageusement à la besogne.
En octobre 1940, le Mouvement Social Révolutionnaire réunissait déjà autour de moi une phalange d'hommes dévoués et résolus, qui me firent confiance, pour réaliser une organisation solide, fidèle au Maréchal, et se proposant comme buts la Révolution nationale, la révolution réellement socialiste, et l'intégration de la France dans une Europe nouvelle.
Survint alors l'entrevue de Montoire, dont l'anniversaire tombe dans quelques jours. Pétain et Hitler s'y tendirent la main. Une espérance magnifique succéda à l'angoisse que suscitait l'approche d'un périlleux hiver.
Puis ce furent des jours sombres. La collaboration franco-allemande parut en péril.
Je me tournai alors vers mes camarades et leur demandai de s'unir à tous ceux qui, en France occupée, se prononcèrent pour le principe de cette collaboration et pour la Révolution nationale, sans tenir compte des positions prises hier.
Ainsi se forma le R.N.P. Tous mes hommes me firent de nouveau confiance et m'y suivirent.
Le 22 juin, l'Allemagne commença la grande croisade de libération européenne contre le bolchevisme asiatique.
Le 23 juin, j'écrivis au maréchal Pétain en vue de fonder une Légion de Volontaires, qui irait combattre sur le front russe. Peu de temps après, le Comité Central de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme était créé. La Légion se constituait. Nombreux furent les camarades du M.S.R. qui y entrèrent. Ils me firent pour la troisième fois confiance.
Il y a une quinzaine de jours, j'ai décidé, d'accord avec Marcel Déat — qui demeure au R.N.P. — de redonner au M.S.R. son ancienne autonomie. Toujours disciplinés, mes camarades, vous avez eu confiance en moi. Vous m'avez suivi au M.S.R., que vous ayez ou non adhéré à ce mouvement, ou au R.N.P.
Ainsi quatre fois dans l'année, dans des circonstances toujours graves, vous m'avez affirmé votre fidélité absolue et, ce faisant, vous m'avez donné un gage précieux de confiance et d'affection.
Pourquoi?
Je crois pouvoir vous le dire.
On fait confiance à un Chef parce qu'on sait qu'il ne ment pas, parce qu'on sait qu'il tient à honneur de tenir sa parole et d'agir en conséquence.
Nous sommes profondément socialistes, car nous ne voulons plus jamais que, dans la prétendue démocratie parlementaire qui nous a gouvernés depuis tant d'années, l'argent soit roi, l'argent ignorant la misère, l'argent couvrant l'injustice sociale.
Nous sommes profondément nationaux, parce que nous aimons le sol, la race, la culture, les hommes de notre France.
Nous sommes profondément Européens, parce que, si le bien commun de l'Europe est supérieur au bien de chacun des pays qui la composent, elle les contient aussi tous.
Mes camarades, il faut faire la Révolution nationale, et nous la ferons, mais, croyez-moi, ne construisons qu'après avoir nettoyé et ne tolérons aucune vermine. Alors, un jour plus proche peut-être que vous ne le pensez, vous verrez, sur les débris d'un passé à jamais aboli, surgir la France de vos rêves, une France où régneront l'ordre, la justice, le travail et la paix.

Pierre CHRISTOPHE.

ANNIVERSAIRE

(Octobre 1940... Montoire)



— Vous aurez beau faire, vous ne l'empêcherez pas !

FONTENOY.

(Lire la suite en deuxième page.)

Eugène DELONCLE.